



Département du Haut-Rhin

**Commune de Landser**

7, place de la Paix - 68440 - LANDSER

Tél : 03.89.81.31.05 / Fax : 03.89.26.84.17

[mairie@ville-landser.fr](mailto:mairie@ville-landser.fr) / site internet : [www.landser.fr](http://www.landser.fr)

---

## Conseil Municipal de LANDSER

### Procès-verbal de la séance du 29 avril 2026

---

*Ouverture de la séance à 19H05.*

**Présents** : ADRIAN Daniel, BARTHELEMY Carine, CONRATH Roger, FERFLAMM Martine, KEMPF Charlene, KOCH Patrick, LE CAM Nicolas, MERCIER David, PREAU Françoise, PUGIN Eric, REIBER Alain, SUTTER Michel, TISSERANT Nathalie, WURTZEL André, ZINGLE Mireille.

**Excusés représentés** :

Mme HELDER Marion donne procuration à M. LE CAM Nicolas

M. LETOUBLON Olivier donne procuration à M. ADRIAN Daniel

Mme MIHELIC Sandie donne procuration à Mme ZINGLE Mireille

*La majorité des membres en exercice étant présente, les délibérations du Conseil Municipal sont valables.*

---

**L'ordre du jour est le suivant** :

POINT 01 – Désignation du secrétaire de séance

POINT 02 – Approbation du Procès-verbal de la séance du 21 mars 2026

POINT 03 – Approbation du compte administratif 2025

POINT 04 – Approbation du compte de gestion 2025

POINT 05 – Affectation des résultats

POINT 06 – Fixation des taux des différentes taxes

POINT 07 – Approbation du budget primitif 2026

POINT 08 – Subventions attribuées

POINT 09 – Tableau des effectifs

POINT 10 – Droit de préemption urbain

POINT 11 – Organisation du temps scolaire

POINT 12 – Approbation de l'adhésion à la plateforme Alsace Marchés Publics

POINT 13 – Dispositif de signalement et de traitement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral, de harcèlement sexuel, d'agissements sexistes et des menaces ou tout acte d'intimidation

**POINT 01 – Désignation du secrétaire de séance**

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit, en son article L.2121.15, qu' « au début de chacune de ses séances, le Conseil Municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaire(s) des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations ».

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de désigner M. Hervé DEMARK, directeur général de la Mairie de Landser, en qualité de secrétaire pour cette séance du Conseil.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité

**NOMME** Monsieur Hervé DEMARK en qualité de secrétaire pour la séance du Conseil Municipal du 29 avril 2026.

**POINT 02 : Approbation du Procès-verbal de la séance du 21 mars 2026**

Madame Catherine GERBER rejoint l'Assemblée.

Le procès-verbal de la séance du 21 mars 2026 est lu et adopté à l'unanimité.

**POINT 03 : Approbation du compte administratif 2025**

Madame Sandie MIHELICIC rejoint l'Assemblée.

Monsieur le Maire explique que par différence avec les budgets primitifs et supplémentaires qui sont des documents prévisionnels, le Compte Administratif contient des résultats. Il est donc établi après la clôture de l'exercice.

Il permet de comparer les crédits votés en dépenses et les recettes escomptées, au montant des sommes mandatées et à celui des produits recouverts auxquels s'ajoutent les restes à réaliser.

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2025 approuvant le Budget Primitif de l'exercice 2025 ;

Après avoir exposé à l'Assemblée municipale les conditions d'exécution du Budget, s'agissant des résultats de l'exercice 2025, le Maire soumet le Compte Administratif à l'approbation et au vote de l'Assemblée.

Monsieur le Maire quitte la séance. Mme ZINGLE demande l'approbation du Compte Administratif.

Le Conseil Municipal, après délibération, à l'unanimité, à mains levées,

**ADOpte** le Compte Administratif 2025, arrêté comme suit :

BUDGET GLOBAL	BUDGET 2025	REALISE EN 2025	RESTES A REALISER
DEPENSES	3 428 183,22 €	1 763 375,10 €	388 000 €
RECETTES	3 428 183,22 €	2 586 484,74 €	
DEFICIT CLÔTURE			
EXCEDENT CLÔTURE		<b>823 109,64 €</b>	

Monsieur le Maire rejoint l'Assemblée.

**POINT 04 : Approbation du compte de gestion 2025**

Monsieur le Maire informe les conseillers que le compte de gestion est établi par le receveur chargé d'encaisser les recettes et de payer les dépenses ordonnancées par le Maire. Le compte de gestion retrace les flux de recettes et de dépenses effectivement réalisées au cours de l'exercice budgétaire. Il doit concorder avec le compte administratif.

Après s'être fait présenté le Budget Primitif de l'exercice 2025 et les décisions modificatives éventuelles qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le Compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après avoir approuvé le Compte Administratif de l'exercice 2025, par délibération du 29 avril 2026 ;

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan du rôle 2025, celui des titres de recette émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

- 1 - Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025 ;
- 2 - Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2025 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;
- 3 - Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

**DECLARE** que le Compte de Gestion dressé pour l'exercice 2025 par le receveur, visé et certifié par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

#### **POINT 05 : Affectation des résultats**

Après l'adoption du compte administratif, l'Assemblée délibérante peut procéder à l'affectation du résultat dégagé au cours de l'exercice précédent. Avec un excédent de fonctionnement de 922 494,64 € et un déficit d'investissement de 99 385,00 €, le résultat excédentaire de 2025 s'élève à 823 109,64 €.

Après délibération, le Conseil Municipal à l'unanimité,

**DÉCIDE** d'affecter le résultat de clôture 2025 de la façon suivante :

Excédent de fonctionnement	
Capitalisé art. 1068	487 385,00 €
Déficit d'investissement reporté	
Art. 001	99 385,00 €
Excédent de fonctionnement reporté	
Art. 002	435 109,64 €

#### **POINT 06 : Fixation des taux des différentes taxes**

Monsieur le Maire propose de maintenir pour 2026 les taux appliqués en 2025.  
Monsieur le Maire rappelle que la taxe d'habitation ne concerne plus que les résidences secondaires, les locaux meublés non affectés à l'habitation principale et, sur délibération, les logements vacants depuis plus de deux ans.  
Monsieur le Maire rappelle l'historique de la disparition progressive de la taxe d'habitation et le manque à gagner pour la commune.  
Il présente les taux appliqués dans les différentes collectivités composant Saint-Louis Agglomération.

	<i>Taux 2025</i>	<i>Taux 2026</i>
Foncier bâti	29	<b>29</b>
Foncier non bâti	52,10	<b>52,10</b>
Taxe d'habitation	24,77	<b>24,77</b>

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, à mains levées,

**FIXE** le taux des trois taxes pour 2026 selon le tableau ci-dessus.

### POINT 07 : Approbation du budget primitif 2026

Monsieur le Maire présente le budget primitif pour l'année 2026, article par article, selon les tableaux ci-dessous.

Il ajoute que ce budget a déjà fait l'objet d'un examen par la Commission des finances qui s'est réunie le 16 avril dernier.

Ce projet de budget a également, comme le prévoit la loi, été communiqué aux membres du conseil au moins douze jours avant l'examen du budget.

#### DETAIL DU FONCTIONNEMENT - DEPENSES

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
<b>011 - Charges à caractère général</b>	<b>634 520,00</b>	<b>520 467,09</b>	<b>114 052,91</b>	<b>82</b>	<b>596 033,00</b>	<b>446 005,71</b>	<b>150 027,29</b>	<b>74</b>	<b>559 200,00</b>		<b>559 200,00</b>
60 - Achats et variation des stocks	223 200,00	164 816,92	58 383,08	73	194 283,00	118 931,02	75 351,98	61	150 500,00		150 500,00
60611 - Eau et assainissement	3 000,00	3 448,58	-448,58	114	3 500,00	5 384,53	-1 884,53	153	5 500,00		5 500,00
60612 - Énergie - Électricité	110 000,00	54 203,98	55 796,02	49	65 000,00	43 601,26	21 398,74	67	50 000,00		50 000,00
60613 - Chauffage urbain	60 000,00	59 717,00	283,00	99	69 783,00	33 549,94	36 233,06	48	45 000,00		45 000,00
60622 - Carburants	4 000,00	4 333,87	-333,87	108	4 000,00	3 174,76	825,24	79	4 000,00		4 000,00
60623 - Alimentation	1 000,00	116,93	883,07	11	500,00	513,01	-13,01	102	500,00		500,00
60624 - Produits de traitement						1 203,26	-1 203,26	0	1 200,00		1 200,00
60628 - Autres fournitures non stockées	400,00	165,54	234,46	41	300,00		300,00	0	300,00		300,00
60631 - Fournitures d'entretien	6 000,00	4 882,83	1 117,17	81	5 500,00	3 905,95	1 594,05	71	4 500,00		4 500,00
60632 - Fournitures de petit équipement	8 500,00	10 616,68	-2 116,68	124	10 500,00	5 512,90	4 987,10	52	8 500,00		8 500,00
60633 - Fournitures de voirie	15 000,00	14 402,29	597,71	96	15 000,00	5 086,99	9 913,01	33	15 000,00		15 000,00
60636 - Vêtements de travail	2 500,00	1 139,60	1 360,40	45	2 500,00	2 189,51	310,49	87	2 500,00		2 500,00
6064 - Fournitures administratives	5 000,00	2 772,58	2 227,42	55	5 000,00	2 927,96	2 072,04	58	3 000,00		3 000,00
6065 - Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	3 500,00	5 194,69	-1 694,69	148	4 500,00	4 064,57	435,43	90	4 500,00		4 500,00
6067 - Fournitures scolaires	4 000,00	3 793,90	206,10	94	8 000,00	7 816,38	183,62	97	6 000,00		6 000,00
6068 - Autres matières et fournitures	300,00	28,65	271,35	9	200,00		200,00	0			
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>335 870,00</b>	<b>294 512,15</b>	<b>41 357,85</b>	<b>87</b>	<b>329 400,00</b>	<b>262 363,22</b>	<b>67 036,78</b>	<b>79</b>	<b>324 850,00</b>		<b>324 850,00</b>
611 - Contrats de prestations de services	165 000,00	131 151,39	33 848,61	79	140 000,00	135 704,20	4 295,80	96	142 000,00		142 000,00
612 - Redevances de crédit-bail	30 000,00	33 329,28	-3 329,28	111	35 000,00	32 694,36	2 305,64	93	33 000,00		33 000,00
613 - Locations	170,00	173,82	-3,82	102	200,00	163,14	16,86	91	200,00		200,00
614 - Charges locatives et de copropriété	200,00	144,00	56,00	72	200,00	90,00	110,00	45	150,00		150,00
61521 - Entretien terrains	14 000,00	14 992,84	-992,84	107	15 000,00	2 369,21	12 630,79	15	15 000,00		15 000,00
615221 - Entretien, réparations bâtiments publ	25 000,00	31 854,25	-6 854,25	127	30 000,00	24 851,29	5 148,71	82	35 000,00		35 000,00
615228 - Entretien, réparations autres bâtimen	3 000,00	534,49	2 465,51	17	3 000,00		3 000,00	0	3 000,00		3 000,00
615231 - Entretien, réparations voiries	14 000,00	14 487,58	-487,58	103	15 000,00	1 168,37	13 831,63	7	15 000,00		15 000,00
615232 - Entretien, réparations réseaux	15 000,00	16 376,63	-1 376,63	109	18 000,00	9 659,20	8 340,80	53	15 000,00		15 000,00
61524 - Entretien bois et forêts	2 000,00	42,13	1 957,87	2	6 000,00	4 049,74	1 950,26	67	2 000,00		2 000,00
61551 - Entretien matériel roulant	10 000,00	3 261,61	6 738,39	32	7 500,00	2 936,70	4 563,30	39	3 500,00		3 500,00
61558 - Entretien autres biens mobiliers	17 000,00	10 523,53	6 476,47	61	15 000,00	10 656,79	4 143,21	72	11 500,00		11 500,00
6156 - Maintenance	17 000,00	16 658,62	141,38	99	18 000,00	15 047,98	2 952,02	83	24 000,00		24 000,00
6161 - Multirisques	10 500,00	10 098,00	402,00	96	13 000,00	12 604,00	396,00	96	14 000,00		14 000,00
6168 - Autres primes d'assurance	10 000,00	9 040,91	959,09	90	11 000,00	8 938,43	2 061,57	81	10 000,00		10 000,00
618 - Divers	3 000,00	1 643,07	1 356,93	54	2 500,00	1 209,81	1 290,19	48	1 500,00		1 500,00
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>66 450,00</b>	<b>52 908,16</b>	<b>13 541,84</b>	<b>79</b>	<b>63 350,00</b>	<b>57 221,26</b>	<b>6 128,74</b>	<b>90</b>	<b>76 050,00</b>		<b>76 050,00</b>
622 - Rémunérations intermédiaires, honoraire	6 000,00	509,00	5 491,00	8	1 000,00	1 539,53	-539,53	153	12 000,00		12 000,00
623 - Pub., publications, relations publiques	30 000,00	26 523,68	3 476,32	88	30 000,00	33 068,50	-3 068,50	110	35 000,00		35 000,00
624 - Transports biens, transports collectifs	5 200,00	4 600,30	599,70	88	5 000,00	2 467,04	2 532,96	49	5 000,00		5 000,00
626 - Frais postaux et frais télécommunication	11 000,00	11 435,05	-435,05	103	12 000,00	10 700,18	1 299,82	89	11 000,00		11 000,00

**Commune de LANDSER – Procès-verbal de la séance du 29 avril 2026**

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
627 - Services bancaires et assimilés	250,00		250,00		250,00	5,35	244,65	2	50,00		50,00
6281 - Concours divers (cotisations)	8 500,00	9 065,13	-565,13	106	9 500,00	9 440,66	59,34	99	10 000,00		10 000,00
6282 - Frais de gardiennage	500,00	775,00	-275,00	155	1 000,00		1 000,00	0	1 000,00		1 000,00
6283 - Frais de nettoyage des locaux	4 500,00		4 500,00		4 500,00		4 500,00	0	2 000,00		2 000,00
6288 - Autres services extérieurs	500,00		500,00		100,00		100,00	0			
63 - Impôts, taxes et versements assimilés	9 000,00	8 229,86	770,14	91	9 000,00	7 490,21	1 509,79	83	7 800,00		7 800,00
635 - Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	8 000,00	7 409,00	591,00	92	8 000,00	7 285,00	715,00	91	7 500,00		7 500,00
637 - Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 000,00	820,86	179,14	82							
63718 - Autres						205,21	-205,21	0	300,00		300,00
6378 - Autres impôts taxes et versements ass					1 000,00		1 000,00	0			
<b>012 - Charges de personnel et frais assimi</b>	<b>566 800,00</b>	<b>558 412,08</b>	<b>8 387,92</b>	<b>98</b>	<b>557 400,00</b>	<b>484 758,60</b>	<b>72 641,40</b>	<b>86</b>	<b>516 900,00</b>		<b>516 900,00</b>
62 - Autres services extérieurs	8 500,00		8 500,00		8 500,00	7 408,35	1 091,65	87	7 500,00		7 500,00
6218 - Autre personnel extérieur	8 500,00		8 500,00		8 500,00	7 408,35	1 091,65	87	7 500,00		7 500,00
63 - Impôts, taxes et versements assimilés	11 000,00	10 753,17	246,83	97	11 500,00	8 315,55	3 184,45	72	9 000,00		9 000,00
633 - Impôts, taxes, versements (autre orga.)	11 000,00	10 753,17	246,83	97	11 500,00	8 315,55	3 184,45	72	9 000,00		9 000,00
64 - Charges de personnel	547 300,00	547 658,91	-358,91	100	537 400,00	469 034,70	68 365,30	87	500 400,00		500 400,00
6411 - Personnel titulaire	330 000,00	341 961,75	-11 961,75	103	330 000,00	315 876,35	14 123,65	95	337 000,00		337 000,00
6413 - Personnel non titulaire	65 000,00	45 892,40	19 107,60	70	30 000,00	12 479,77	17 520,23	41	6 000,00		6 000,00
6415 - Congés payés	300,00	391,17	-91,17	130	400,00	367,82	32,18	91	400,00		400,00
6450 - Charges sécurité sociale et prévoyanc	150 000,00	157 640,59	-7 640,59	105	165 000,00	138 571,36	26 428,64	83	155 000,00		155 000,00
6470 - Autres charges sociales	2 000,00	1 773,00	227,00	88	12 000,00	1 739,40	10 260,60	14	2 000,00		2 000,00
014 - Atténuations de produits	95 368,00	94 224,00	1 144,00	98	95 585,00	95 585,00	0,00	100	97 868,00		97 868,00
7391111 - Dégrèv. TFPNB / jeunes agriculteu	300,00		300,00		300,00		300,00	0	300,00		300,00
739221 - FNGiR	60 068,00	60 068,00	0,00	100	60 285,00	60 068,00	217,00	99	60 068,00		60 068,00
7392221 - Fonds péréquation res. com. et in	35 000,00	34 156,00	844,00	97	35 000,00	35 517,00	-517,00	101	37 500,00		37 500,00
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>	<b>116 400,00</b>	<b>112 501,31</b>	<b>3 898,69</b>	<b>96</b>	<b>119 100,00</b>	<b>116 157,33</b>	<b>2 942,67</b>	<b>97</b>	<b>124 600,00</b>		<b>124 600,00</b>
65311 - Indemnités de fonction	57 000,00	55 789,94	1 210,06	97	57 000,00	55 789,94	1 210,06	97	62 000,00		62 000,00
65313 - Cotisations de retraite	5 000,00	4 703,74	296,26	94	7 000,00	6 608,33	391,67	94	7 000,00		7 000,00
65314 - Cotis. sécurité sociale - part patronal	6 000,00	6 169,19	-169,19	102	6 500,00	6 194,18	305,82	95	6 500,00		6 500,00
65568 - Autres contribubons	35 000,00	33 740,59	1 259,41	96	35 000,00	34 060,74	939,26	97	35 000,00		35 000,00
657363 - Subv.Fonct. CCAS/CIAS		500,00	-500,00		1 500,00	1 500,00	0,00	100			
65748 - Subv.fonct.autres personnes droit pri	13 000,00	11 514,00	1 486,00	88	12 000,00	11 920,00	80,00	99	14 000,00		14 000,00
65888 - Autres	100,00	83,85	16,15	83	100,00	84,14	15,86	84	100,00		100,00
<b>66 - Charges financières</b>	<b>36 500,00</b>	<b>35 282,74</b>	<b>1 217,26</b>	<b>96</b>	<b>30 000,00</b>	<b>29 841,19</b>	<b>158,81</b>	<b>99</b>	<b>24 500,00</b>		<b>24 500,00</b>
66111 - Intérêts régies à l'échéance	36 500,00	35 282,74	1 217,26	96	30 000,00	29 841,19	158,81	99	24 500,00		24 500,00
67 - Charges spécifiques	900,00	602,74	297,26	66	900,00		900,00	0	1 000,00		1 000,00
673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs	900,00	602,74	297,26	66	900,00		900,00	0	1 000,00		1 000,00
68 - Dotations aux amortissements, aux d	2 000,00	1 892,48	107,52	94	2 100,00	1 955,84	144,16	93	2 000,00		2 000,00
681 - Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	2 000,00	1 892,48	107,52	94	2 100,00	1 955,84	144,16	93	2 000,00		2 000,00

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
<b>Total dépenses réelles</b>	<b>1 452 188,00</b>	<b>1 323 382,44</b>	<b>128 805,56</b>	<b>91</b>	<b>1 401 118,00</b>	<b>1 174 303,67</b>	<b>226 814,33</b>	<b>83</b>	<b>1 326 068,00</b>		<b>1 326 068,00</b>

DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
023 - Virement à la sect. d'investissemen	644 506,05		644 506,05		673 594,74		673 594,74	0	639 129,64		639 129,64
<b>Total dépenses d'ordre</b>	<b>644 506,05</b>		<b>644 506,05</b>		<b>673 594,74</b>		<b>673 594,74</b>	<b>0</b>	<b>639 129,64</b>		<b>639 129,64</b>

TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 096 694,05</b>	<b>1 323 382,44</b>	<b>773 311,61</b>	<b>63</b>	<b>2 074 712,74</b>	<b>1 174 303,67</b>	<b>900 409,07</b>	<b>56</b>	<b>1 965 197,64</b>		<b>1 965 197,64</b>

**Commune de LANDSER – Procès-verbal de la séance du 29 avril 2026**

**DETAIL DU FONCTIONNEMENT - RECETTES**

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
<b>70 - Produits des services, domaine et ve</b>	<b>46 430,00</b>	<b>52 499,18</b>	<b>-6 069,18</b>	<b>113</b>	<b>63 550,00</b>	<b>56 156,42</b>	<b>7 393,58</b>	<b>88</b>	<b>52 350,00</b>		<b>52 350,00</b>
7018 - Autres ventes de produits finis	6 000,00		6 000,00		3 000,00	2 349,12	650,88	78	2 500,00		2 500,00
7022 - Coupes de bois	1 000,00	6,09	993,91		7 500,00	3 608,35	3 891,65	48	1 000,00		1 000,00
70311 - Concessions cimetières (produit net)	2 500,00	3 450,00	-950,00	138	3 000,00	3 605,00	-605,00	120	3 500,00		3 500,00
7032 - Stationnement et location voie publique	3 300,00	3 436,57	-136,57	104	3 500,00	3 451,65	48,35	98	3 500,00		3 500,00
7035 - Locations de droits de chasse et pêche	1 350,00	1 350,00	0,00	100	1 350,00	1 350,00	0,00	100	1 350,00		1 350,00
7062 - Redevances services à caractère cult	800,00		800,00		800,00	336,50	463,50	42	300,00		300,00
7067 - Redev. services périscolaires et ensei		13 535,20	-13 535,20		12 500,00	10 029,34	2 470,66	80	10 000,00		10 000,00
70688 - Autres prestations de services	13 680,00	13 035,00	645,00	95	14 000,00	15 585,00	-1 585,00	111	14 500,00		14 500,00
70678 - Remb. frais par des tiers	17 000,00	16 702,71	297,29	98	17 000,00	15 128,35	1 871,65	89	15 000,00		15 000,00
7088 - Produits activités annexes (abonnements)	800,00	983,61	-183,61	122	900,00	713,11	186,89	79	700,00		700,00
<b>73 - Impôts et taxes</b>	<b>84 302,00</b>	<b>134 322,06</b>	<b>-50 020,06</b>	<b>159</b>	<b>129 114,00</b>	<b>124 922,70</b>	<b>4 191,30</b>	<b>96</b>	<b>124 114,00</b>		<b>124 114,00</b>
73 - Attribution de compensation	46 500,00	46 312,00	188,00	99	46 312,00	46 312,00	0,00	100	46 312,00		46 312,00
73212 - Dotation de solidarité communautaire	37 802,00	37 802,00	0,00	100	37 802,00	37 802,00	0,00	100	37 802,00		37 802,00
73223 - Fonds départ. DMTO pour com - 5000		50 208,06	-50 208,06		45 000,00	40 808,70	4 191,30	90	40 000,00		40 000,00
<b>731 - Impositions directes</b>	<b>857 500,00</b>	<b>883 995,38</b>	<b>-26 495,38</b>	<b>103</b>	<b>881 250,00</b>	<b>908 146,42</b>	<b>-26 896,42</b>	<b>103</b>	<b>909 038,00</b>		<b>909 038,00</b>
73111 - Impôts directs locaux	815 000,00	840 509,00	-25 509,00	103	840 000,00	857 797,00	-17 797,00	102	860 000,00		860 000,00
73118 - Autres contributions directes		969,00	-969,00								
73132 - Taxe sur les pyllones électriques	11 500,00	12 296,00	-796,00	106	12 500,00	12 940,00	-440,00	103	13 288,00		13 288,00
73141 - Acense sur l'électricité	30 000,00	29 531,38	468,62	98	28 000,00	36 549,42	-8 549,42	130	35 000,00		35 000,00
73154 - Droits de place	1 000,00	690,00	310,00	69	750,00	860,00	-110,00	114	750,00		750,00
<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>430 400,00</b>	<b>368 536,08</b>	<b>61 863,92</b>	<b>85</b>	<b>367 500,00</b>	<b>368 312,12</b>	<b>-812,12</b>	<b>100</b>	<b>351 250,00</b>		<b>351 250,00</b>
74111 - Dotation forfaitaire des communes	280 000,00	281 017,00	-1 017,00	100	280 000,00	280 507,00	-507,00	100	280 000,00		280 000,00
741121 - DSR des communes	26 000,00	29 781,00	-3 781,00	114	30 000,00	30 758,00	-758,00	102	31 000,00		31 000,00
741127 - DNP des communes	80 000,00	12 956,00	67 044,00	16	13 000,00	11 660,00	1 340,00	89	10 500,00		10 500,00
742 - Dot. aux élus locaux						293,00	-293,00	0	300,00		300,00
744 - FCTVA	2 500,00	2 497,36	2,64	99	2 600,00	6 608,96	-4 008,96	254	2 500,00		2 500,00
74718 - Autres participations Etat	300,00	475,73	-175,73	158	300,00	361,26	-61,26	120	350,00		350,00
74751 - Participation GFP de rattachement						2 762,37	-2 762,37	0			
74833 - Etat-Compens.exonération taxes fonc	1 600,00	1 600,00	0,00	100	1 600,00	1 607,00	-7,00	100	1 600,00		1 600,00
74836 - Attrib. fonds départ. péréquat. de la T	40 000,00	40 208,99	-208,99	100	40 000,00	33 754,53	6 245,47	84	25 000,00		25 000,00
<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>58 000,00</b>	<b>57 025,46</b>	<b>974,54</b>	<b>98</b>	<b>56 000,00</b>	<b>57 925,56</b>	<b>-1 925,56</b>	<b>103</b>	<b>58 000,00</b>		<b>58 000,00</b>
752 - Revenus des immeubles	43 000,00	45 384,16	-2 384,16	105	45 000,00	47 260,34	-2 260,34	105	47 000,00		47 000,00
75888 - Autres	15 000,00	11 641,30	3 358,70	77	11 000,00	10 665,22	334,78	96	11 000,00		11 000,00
<b>77 - Produits spécifiques</b>		<b>113,82</b>	<b>-113,82</b>								
773 - Mandats annulés (exercices antérieurs)		113,82	-113,82								
<b>78 - Reprises sur amortissements, dépréc</b>	<b>1 496,00</b>	<b>1 496,23</b>	<b>-0,23</b>	<b>100</b>	<b>1 892,48</b>	<b>1 892,48</b>	<b>0,00</b>	<b>100</b>	<b>1 956,00</b>		<b>1 956,00</b>
781 - Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	1 496,00	1 496,23	-0,23	100	1 892,48	1 892,48	0,00	100	1 956,00		1 956,00
<b>013 - Atténuations de charges</b>	<b>56 000,00</b>	<b>109 030,18</b>	<b>-53 030,18</b>	<b>194</b>	<b>45 380,00</b>	<b>49 416,35</b>	<b>-4 036,35</b>	<b>108</b>	<b>33 380,00</b>		<b>33 380,00</b>

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
609 - RRR obtenus sur achats	16 000,00	31 460,80	-15 460,80	196	15 000,00	3 073,85	11 926,15	20	3 000,00		3 000,00
6419 - Remboursements rémunérations perso		1 691,78	-1 691,78		380,00	380,00	0,00	100	380,00		380,00
6459 - Remb. charges sécu. sociale et prévoyan	40 000,00	75 877,60	-35 877,60	189	30 000,00	45 962,50	-15 962,50	153	30 000,00		30 000,00
<b>002 - Excédent de fonctionnement report</b>	<b>562 566,05</b>	<b>562 566,05</b>	<b>0,00</b>	<b>100</b>	<b>530 026,26</b>	<b>530 026,26</b>	<b>0,00</b>	<b>100</b>	<b>435 109,64</b>		<b>435 109,64</b>
<b>Total recettes réelles</b>	<b>2 096 694,05</b>	<b>2 169 584,44</b>	<b>-72 890,39</b>	<b>103</b>	<b>2 074 712,74</b>	<b>2 096 798,31</b>	<b>-22 085,57</b>	<b>101</b>	<b>1 965 197,64</b>		<b>1 965 197,64</b>

TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
<b>Total recettes de fonctionnement</b>	<b>2 096 694,05</b>	<b>2 169 584,44</b>	<b>-72 890,39</b>	<b>103</b>	<b>2 074 712,74</b>	<b>2 096 798,31</b>	<b>-22 085,57</b>	<b>101</b>	<b>1 965 197,64</b>		<b>1 965 197,64</b>

**Commune de LANDSER – Procès-verbal de la séance du 29 avril 2026**

**DETAIL DE L'INVESTISSEMENT HORS OPERATIONS**

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
001 - Déficit d'investissement reporté					251 399,74	251 399,74	0,00	100	99 385,00		99 385,00
16 - Emprunts et dettes assimilés	133 000,00	132 071,56	928,44	99	136 000,00	134 983,11	1 016,89	99	134 500,00		134 500,00
1641 - Emprunts en euros	133 000,00	132 071,56	928,44	99	136 000,00	134 983,11	1 016,89	99	134 500,00		134 500,00
20 - Immobilisations incorporelles	40 000,00	14 945,60	25 054,40	37	65 186,00	18 135,58	47 050,42	27	21 400,00	31 679,44	53 079,44
202 - Frais réalisation documents urbanisme	20 000,00	5 098,80	14 901,20	25	20 186,00	6 975,58	13 210,42	34	7 000,00	6 330,00	13 330,00
203 - Frais d'études, recherche, développemen	20 000,00	9 846,80	10 153,20	49	45 000,00	11 160,00	33 840,00	24	14 400,00	25 349,44	39 749,44
204 - Subventions d'équipement versées					5 000,00		5 000,00	0	5 000,00		5 000,00
20422 - Privé : Bâtements, installations					5 000,00		5 000,00	0	5 000,00		5 000,00
21 - Immobilisations corporelles	824 006,05	313 718,25	510 287,80	38	884 884,74	184 553,00	700 331,74	20	699 429,64	356 320,56	1 055 750,20
2111 - Terrains nus	70 000,00		70 000,00		70 000,00		70 000,00	0	80 000,00		80 000,00
2112 - Terrains de voirie	10 000,00		10 000,00		25 000,00	1 600,00	23 400,00	6	20 000,00		20 000,00
2116 - Cimetières	13 000,00		13 000,00		13 000,00		13 000,00	0	15 000,00		15 000,00
2117 - Bois et forêts	1 000,00		1 000,00		1 000,00		1 000,00	0	1 000,00		1 000,00
212 - Agencements et aménagements de terr	138 500,00	15 337,32	123 162,68	11	167 157,40	78 519,14	88 638,26	46	27 000,00	28 972,34	55 972,34
2131 - Bâtements publics	233 376,05	109 447,80	123 928,25	46	217 716,33	48 102,05	169 614,28	22	151 031,00	78 193,84	229 224,84
2132 - Bâtements privés					17 852,00	12 852,00	5 000,00	71		1 196,58	1 196,58
2151 - Réseaux de voirie	57 530,00	22 315,33	35 214,67	38	10 000,00		10 000,00	0			
2152 - Installations de voirie	241 800,00	127 789,27	114 010,73	52	324 555,42	21 797,86	302 757,56	6	339 500,00	243 132,00	582 632,00
21538 - Autres réseaux		6 820,02	-6 820,02		5 000,00		5 000,00	0		4 825,80	4 825,80
2156 - Matériel et outillage incendie, déf. civ	8 000,00		8 000,00		8 000,00		8 000,00	0	10 500,00		10 500,00
2157 - Matériel et outillage technique	4 500,00	1 321,10	3 178,90	29	5 103,59	6 888,41	-1 784,82	134	3 900,00		3 900,00
2182 - Matériel de transport	7 500,00	4 118,31	3 381,69	54	4 000,00	2 500,00	1 500,00	62	30 000,00		30 000,00
2183 - Matériel informatique	8 100,00	1 395,91	6 704,09	17	9 600,00	10 666,49	-1 066,49	111	10 498,64		10 498,64
2184 - Matériel de bureau et mobilier	6 100,00	753,19	5 346,81	12	6 900,00	1 627,05	5 272,95	23	11 000,00		11 000,00
2188 - Autres immobilisations corporelles	24 600,00	24 420,00	180,00	99							
23 - Immobilisations en cours	13 000,00	1 337,87	11 662,13	10	11 000,00		11 000,00	0			
231 - Immobilisations corporelles en cours	13 000,00	1 337,87	11 662,13	10	11 000,00		11 000,00	0			
<b>Total dépenses réelles hors opérations</b>	<b>1 010 006,05</b>	<b>462 073,28</b>	<b>547 932,77</b>	<b>45</b>	<b>1 353 470,48</b>	<b>589 071,43</b>	<b>764 399,05</b>	<b>43</b>	<b>959 714,64</b>	<b>388 000,00</b>	<b>1 347 714,64</b>

TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
<b>Total dépenses hors opérations</b>	<b>1 010 006,05</b>	<b>462 073,28</b>	<b>547 932,77</b>	<b>45</b>	<b>1 353 470,48</b>	<b>589 071,43</b>	<b>764 399,05</b>	<b>43</b>	<b>959 714,64</b>	<b>388 000,00</b>	<b>1 347 714,64</b>

**DETAIL DE L'INVESTISSEMENT HORS OPERATIONS**

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
001 - Excédent d'investissement reporté	49 187,62	49 187,62	0,00	100							
10 - Dotations, fonds divers et réserves	155 812,38	98 274,47	57 537,91	63	426 175,74	371 572,31	54 603,43	87	573 885,00		573 885,00
10222 - FCTVA	25 000,00	26 253,53	-1 253,53	105	45 000,00	49 368,86	-4 368,86	109	30 000,00		30 000,00
10226 - Taxe d'aménagement	15 000,00	11 208,56	3 791,44	74	10 000,00	6 027,71	3 972,29	60	1 500,00		1 500,00
10251 - Dons et legs en capital	55 000,00		55 000,00		55 000,00		55 000,00	0	55 000,00		55 000,00
1068 - Excédents de fonctionnement capitalis	60 812,38	60 812,38	0,00	100	316 175,74	316 175,74	0,00	100	487 385,00		487 385,00
13 - Subventions d'investissement reçues	160 500,00	63 211,45	97 288,55	39	253 700,00	118 114,12	135 585,88	46	134 700,00		134 700,00
1321 - Subv. non transf. Etat, étab. nationaux					2 000,00		2 000,00	0	1 400,00		1 400,00
1323 - Subv. non transf. Départements	22 300,00	26 801,30	-4 501,30	120	111 000,00	35 027,00	75 973,00	31	100 000,00		100 000,00
13251 - Subv. non transf. GFP de rattachemen	53 000,00	33 701,15	19 298,85	63	32 500,00		32 500,00	0	26 500,00		26 500,00
1326 - Subv. non transf. Autres E.P.L.	14 000,00		14 000,00		26 700,00	20 159,30	6 540,70	75	2 800,00		2 800,00
1328 - Autres subventions d'équip. non trans	66 200,00		66 200,00		81 500,00	62 927,82	18 572,18	77	4 000,00		4 000,00
1345 - Amendes radars automatiques et de po	5 000,00	2 709,00	2 291,00	54							
<b>Total recettes réelles hors opérations</b>	<b>365 500,00</b>	<b>210 673,54</b>	<b>154 826,46</b>	<b>57</b>	<b>679 875,74</b>	<b>489 686,43</b>	<b>190 189,31</b>	<b>72</b>	<b>708 585,00</b>		<b>708 585,00</b>

RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
021 - Virement de la sect. de fonctionneme	644 506,05		644 506,05		673 594,74		673 594,74	0	639 129,64		639 129,64
<b>Total recettes d'ordre</b>	<b>644 506,05</b>		<b>644 506,05</b>		<b>673 594,74</b>		<b>673 594,74</b>	<b>0</b>	<b>639 129,64</b>		<b>639 129,64</b>

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	Année 2024				Année 2025				Budget Primitif 2026		
	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Budget	Réalisé	Solde	% réal.	Propositions nouvelles	Reports	Propositions Globales
<b>Total recettes hors opérations</b>	<b>1 010 006,05</b>	<b>210 673,54</b>	<b>799 332,51</b>	<b>20</b>	<b>1 353 470,48</b>	<b>489 686,43</b>	<b>863 784,05</b>	<b>36</b>	<b>1 347 714,64</b>		<b>1 347 714,64</b>

M. PUGIN s'interroge sur l'augmentation de la proposition au compte 6156. L'augmentation est due à un accroissement généralisé du montant des contrats de maintenance, à la régularisation d'une facture relative au contrat de maintenance informatique de la Mairie au titre de l'année 2025, mais également à la souscription d'une nouvelle solution hébergée pour les logiciels de finances, de ressources humaines, d'état civil... Ce nouvel outil permet la sécurisation des données, une mise à jour automatique et une souplesse d'action en permettant le télétravail.

Mme BARTHELEMY demande si la commune de Landser est la seule à financer la gestion du périscolaire via la délégation de service public avec les Foyers Clubs d'Alsace (compte 611), compte tenu du fait que la priorisation des enfants landsérois ne semble plus automatique. Monsieur le Maire lui répond par l'affirmative en lui précisant que les familles landséroises restent toujours prioritaires et qu'une mauvaise communication de la direction du périscolaire est à la base de ces confusions.

M. PUGIN se questionne quant à la diminution de l'attribution au compte 74836. Monsieur le Maire lui explique que cet article correspond à une attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle. Cette compensation était au départ intégrale mais tend à diminuer progressivement au cours des années comme on peut le constater à la lecture des tableaux joints.

Mme KEMPF souhaite savoir si le magasin "Carrefour Express" et le restaurant "Best Grill" sont les seuls bâtiments privés appartenant à la Commune. Monsieur le Maire précise que l'ancien bâtiment "Franprix" fait également partie du patrimoine communal. Il rappelle l'historique d'acquisition de ces différents bâtiments.

Monsieur le Maire fait un point exhaustif sur l'encours de la dette communale et sur l'évolution annuelle des remboursements.

Après délibération le Conseil Municipal, à l'unanimité,

**ADOpte** le Budget Primitif 2026 conformément aux propositions présentées :

⇒ Vote du budget par nature et par chapitre globalisé

**APPROUVE** la réalisation des travaux pour lesquels une ligne budgétaire est ouverte.

**POINT 08 : Subventions attribuées**

Monsieur le Maire présente les différentes subventions allouées.

M. MERCIER demande ce qu'est le Groupement d'Actions Sociales (G.A.S). M. le Maire lui répond qu'il s'agit d'une association qui a pour objet de promouvoir l'action sociale en faveur des agents des collectivités locales et d'accorder des aides pour les frais de séjour d'enfants, d'assurer une attention à l'occasion de certains événements familiaux, de faire bénéficier d'une billetterie à tarif préférentiel via CE+...

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-29 et L.2321-1 ;

Vu le vote du Budget Primitif relatif à l'exercice 2026 ;

Considérant l'importance, pour la vie locale, de l'apport et du rôle des associations « Loi 1901 », de la participation des citoyens à la vie associative ;

Après avis de la Commission des finances ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

**DÉCIDE** d'allouer pour l'exercice 2026, les subventions telles que figurant ci-dessous :

Coopérative scolaire école élémentaire (sorties pédagogiques)	1 600 €
Coopérative scolaire école élémentaire (subvention exceptionnelle classes découvertes)	2 850 €
Coopérative scolaire école maternelle	
Sorties pédagogiques	1 000 €
Subvention Noël	550 €
Groupement d'Action Sociale (G.A.S)	720 €
A.C.L - Activités enfants	450 €
A.C.L - Activités adultes	720 €
A.C.L - Noël autrement	400 €
Jardins Familiaux	150 €
LASELA	300 €
Fontaine du sang	220 €
Sapeurs-Pompiers - subvention exceptionnelle (bal 14 juillet)	700 €
A.S.L enfants	600 €
A.S.L adultes	400 €
Club de l'Amitié	450 €
Association des parents d'élèves	300 €
Danse Loisirs Landser - Enfants	300 €
Assoc. de Gestion de la Salle Communale	200 €
La prévention routière	50 €
Union Nationale des Combattants (U.N.C)	50 €
Les Amis de l'Orgue	350 €
Réserve pour autres demandes	1 640 €

**DIT** que les inscriptions budgétaires nécessaires au paiement figurent au budget primitif de l'exercice 2026 ;

**RAPPELLE** que le versement de toute subvention ne peut être effectué que sur un compte ouvert au nom de l'association ;

**INDIQUE** que le tableau des subventions sera publié en annexe du budget primitif, conformément aux dispositions de la loi n° 92-125 du 6 février 1992.

### **POINT 09 : Tableau des effectifs**

Mme ZINGLE rappelle qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer les effectifs des emplois communaux permanents à temps complet et non complet, nécessaires au bon fonctionnement des services communaux.

**VU** le Code général des Collectivités territoriales ;

**VU** le code général de la fonction publique ;

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

**VU** les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant ;

**VU** le protocole des parcours professionnels, carrières et rémunérations et ses implications sur les différents cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale ;

**VU** le précédent tableau des emplois communaux adopté par le Conseil Municipal en date du 27 mars 2025 et compte tenu des modifications apportées depuis cette date, les effectifs du personnel communal sont ainsi fixés au 1<sup>er</sup> mai 2026 :

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

**ADOpte** le tableau des effectifs tel que présenté ci-après :

#### **Filière administrative**

Cadre d'emploi	Grades	Nombre d'emplois	Quotité de temps de travail	Observations
<i>Attachés</i>	Attaché	1	35/35 <sup>ème</sup>	
<i>Adjoint administratifs</i>	Adjoint administratif ppal 1 <sup>ère</sup> classe	1	35/35 <sup>ème</sup>	
	Adjoint administratif	1	28/35 <sup>ème</sup>	

#### **Filière technique**

Cadre d'emploi	Grades	Nombre d'emplois	Quotité de temps de travail	Observations
<i>Adjointes techniques</i>	Adjoint tech. ppal 2 <sup>ème</sup> cl.	1	35/35 <sup>ème</sup>	
	Adjoint tech. ppal 2 <sup>ème</sup> cl.	1	34/35 <sup>ème</sup>	
	Adjoint technique	1	35/35 <sup>ème</sup>	
	Adjoint technique	1	32/35 <sup>ème</sup>	
<i>Agents de maîtrise</i>	Agent de maîtrise	1	35/35 <sup>ème</sup>	

**Filière médico-sociale**

Cadre d'emploi	Grades	Nombre d'emplois	Quotité de temps de travail	Observations
ATSEM	ATSEM ppal 1 <sup>ère</sup> classe	1	23,93/35 <sup>ème</sup>	
	ATSEM ppal 1 <sup>ère</sup> classe	1	21,50/35 <sup>ème</sup>	

**Filière sociale**

Cadre d'emploi	Grades	Nombre d'emplois	Quotité de temps de travail	Observations
Agents sociaux	Agent social	1	21,50/35 <sup>ème</sup>	

**Filière Animation**

Cadre d'emploi	Grades	Nombre d'emplois	Quotité de temps de travail	Observations
Adjoints d'animation	Adjoint d'animation ppal 2 <sup>ème</sup> classe	1	35/35 <sup>ème</sup>	
Animateurs	Animateur principal 1 <sup>ère</sup> classe	1	35/35 <sup>ème</sup>	

⇒ 7 à temps plein (35/35<sup>ème</sup>)

⇒ 6 à temps non complet correspondant à 4,57 équivalent temps plein (ETP)

Soit un effectif global de 13 agents correspondant à 11,57 ETP

**POINT 10 : Droit de préemption urbain**

Le Maire expose au Conseil Municipal :

Les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'Urbanisme offrent la possibilité aux communes d'instituer un droit de préemption urbain sur les zones urbaines et d'urbanisation future (à urbaniser) du plan local d'urbanisme (P.L.U.) ainsi que sur certains périmètres (ex. périmètres de protection rapprochée autour des captages d'eau potable).

Par délibération du Conseil Municipal du 3 mars 2026, le Conseil Municipal a approuvé le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) sur le territoire communal.

Le Maire propose au Conseil Municipal d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) figurant au Plan Local d'Urbanisme approuvé.

M. SUTTER souhaite savoir si un propriétaire exproprié peut être financièrement perdant. Monsieur le Maire lui explique que l'évaluation foncière de la valeur d'une parcelle ou d'une propriété est établie par le service des domaines. Le propriétaire exproprié peut toutefois être perdant par rapport à une vente directe à un particulier ou à un constructeur.

**Le Conseil Municipal,**

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 211-1 et suivants et R 211-1 et suivants ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 3 mars 2026 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité

**DECIDE** d'instituer le Droit de Préemption Urbain (D.P.U.) sur les zones suivantes et telles qu'elles figurent au plan annexé à la présente :

- Zones urbaines : UA, UB, UC, UE, UL ;
- Zones à urbaniser : 1AU.

**PRECISE** que le nouveau périmètre du droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire lorsqu'elle aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux diffusés dans le département.

Le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain sera annexé au dossier de P.L.U. conformément à l'article R.151-52 du Code de l'Urbanisme.

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Préfet,
- à Monsieur le Sous-Préfet
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- au Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au barreau constitué auprès du Tribunal de Grande Instance dans le ressort duquel est institué le Droit de Préemption Urbain,
- au greffe du même tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi qu'à l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L.213-13 du Code de l'Urbanisme.

#### **POINT 11 : Organisation du temps scolaire**

Monsieur le Maire fait part de l'obligation pour notre Commune de présenter une nouvelle demande d'organisation du temps scolaire pour la prochaine rentrée même si la Commune souhaite une reconduction à l'identique.

Un conseil d'école réunissant les enseignants, les délégués des parents d'élèves et la Commission scolaire a eu lieu le 26 mars dernier. Il a été décidé la reconduction de la semaine de 4 jours selon les horaires habituels (8h-11h30 / 13h30-16h).

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer quant au renouvellement de cette organisation du temps scolaire à compter de la rentrée 2026.

Après délibération, Le Conseil Municipal, à l'unanimité

**EST FAVORABLE** à la reconduction de la semaine des 4 jours dans les écoles maternelle et primaire selon les horaires habituels, et ce, dès la rentrée scolaire 2026.

#### **POINT 12 : Approbation de l'adhésion à la plateforme Alsace Marchés Publics**

Monsieur le Maire rappelle que la plateforme dénommée « Alsace Marchés Publics » ([alsacemarchespublics.eu](http://alsacemarchespublics.eu)) est un profil d'acheteur mutualisé dédié à la passation des marchés publics (article L. 2132-2 Code de la commande publique) géré par les cinq collectivités fondatrices suivantes :

- Collectivité européenne d'Alsace,
- Ville de Strasbourg,
- Ville de Mulhouse,
- Eurométropole de Strasbourg,
- Mulhouse Alsace Agglomération.

Cette plateforme est opérationnelle depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2012 et son utilisation a été ouverte à d'autres acheteurs alsaciens soumis au Code de la commande publique en 2013.

Alsace Marchés Publics est aujourd'hui un profil d'acheteur permettant de répondre aux obligations de dématérialisation des procédures de marchés publics.

La dématérialisation des marchés publics est une obligation légale depuis octobre 2018, mais constitue également un enjeu majeur de l'amélioration des achats publics, car elle permet de faciliter l'accès des entreprises aux mises en concurrence et d'assurer les obligations de transparence de la commande publique. A cet effet, la plateforme Alsace Marchés Publics est le principal guichet d'accès à la commande publique en Alsace pour les entreprises.

A l'heure actuelle, plus de 600 entités utilisent la plateforme Alsace Marchés Publics. Elle permet à ces entités utilisatrices de :

- Disposer d'un profil acheteur conformément à la réglementation relative aux marchés publics
- Faciliter l'accès des entreprises aux achats des entités publiques et privées
- Partager les expériences entre acheteurs membres
- Bénéficier d'un accompagnement à son utilisation.

Il est proposé au conseil municipal d'adhérer à cette plateforme pour répondre aux besoins indiqués ci-dessus.

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA) assure la coordination du groupement de commandes constitué entre la Collectivité européenne d'Alsace, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération et les membres contributeurs en vue de la passation de plusieurs marchés publics ou accords-cadres portant sur l'hébergement, le fonctionnement et la maintenance, les développements et l'acquisition de services associés de la plateforme mutualisée de dématérialisation des contrats de la commande publique « Alsace Marchés Publics ».

Une charte d'utilisation ainsi qu'une convention d'adhésion définissent les règles d'utilisation de la plateforme ainsi que les différentes responsabilités de l'ensemble des utilisateurs.

Cette convention est conclue avec la CeA en vertu du mandat qui lui est confié par les membres fondateurs du groupement de commande pour signer les conventions d'adhésion avec tous les nouveaux adhérents en leur nom et pour leur compte.

Les fonctionnalités disponibles sur le profil « Alsace Marchés Publics » à la date de signature de la convention sont utilisables par l'adhérent **à titre gratuit**. L'adhérent ne dispose d'aucun droit d'aucune sorte sur le profil d'acheteur en dehors de la faculté d'utiliser l'outil dans les limites définies dans la convention.

Après discussion, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

**DECIDE** d'adhérer à la plateforme « Alsace Marchés Publics » en tant qu'entité utilisatrice à titre gratuit ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la charte d'utilisation.

**POINT 13 : Dispositif de signalement et de traitement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral, de harcèlement sexuel, d'agissements sexistes et des menaces ou tout acte d'intimidation**

L'article L135-6 du Code général de la Fonction Publique prévoit que les administrations doivent instituer un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.

Le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 précise le contenu du dispositif mis en place dans l'ensemble des administrations. Il prévoit notamment la mise en place de procédures visant à recueillir les signalements desdits actes par les victimes ou les témoins, l'orientation des agents victimes ou témoins vers les services en charge de leur accompagnement et de leur soutien et les procédures d'orientation des mêmes agents vers les autorités compétentes en matière de protection des agents et de traitement des faits signalés. Il précise enfin les exigences d'accessibilité du dispositif de signalement et de respect de la confidentialité ainsi que les modalités de mutualisation du dispositif entre administrations.

L'article L134-6 du Code général de la fonction publique précise également que lorsque la collectivité est informée, par quelque moyen que ce soit, de l'existence d'un risque manifeste d'atteinte grave à l'intégrité physique du fonctionnaire, prend, sans délai et à titre conservatoire, les mesures d'urgence de nature à faire cesser ce risque et à prévenir la réalisation ou l'aggravation des dommages directement causés par ces faits. Ces mesures sont mises en œuvre pendant la durée strictement nécessaire à la cessation du risque.

L'article L452-43 du Code général de la fonction publique prévoit que les centres de gestion instituent, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande, le dispositif de signalement prévu.

Le Conseil d'Administration du Centre de Gestion, par délibération en date du 22 septembre 2020, a défini les modalités de mise en œuvre de ce dispositif pour le compte de ses collectivités et établissements publics.

Après discussion, le Conseil Municipal, à l'unanimité

**VU** le Code général de la fonction publique, notamment les articles L135-6 (anc. article 6 quater A de la loi 83-634 du 13 juillet 1983) et L452-43 (anc. Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) ;

**VU** le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

**VU** la délibération du 22 septembre 2020 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du Haut-Rhin.

**CONSIDERANT** que toute autorité territoriale a l'obligation de mettre en place, un dispositif de signalement et de traitement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral, des agissements sexistes, des menaces ou tout autre acte d'intimidation ;

**CONSIDERANT** que le Centre de Gestion a mis en place ce dispositif pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande par une décision expresse ;

**CONSIDERANT** qu'il semble opportun, dans un souci d'indépendance et de confidentialité, de confier au Centre de Gestion la mise en œuvre de ce dispositif pour le compte de la Mairie de Landser ;

**CONSIDERANT** que l'information de cette décision sera transmise au Comité Social Territorial ;

**DECIDE** que la mise en œuvre du dispositif de signalement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation est confiée, par voie de convention, au Centre de Gestion du Haut-Rhin dans les conditions définies par délibération de son Conseil d'Administration.

## **TOUR DE TABLE**

Monsieur le Maire fait un tour d'horizon des futurs événements communaux à venir, à savoir :

- 10 mai : commémoration du 8 mai précédée de la messe
- 25 mai : tournoi de pétanque
- 30 mai : gala de danse
- 6 juin : journée citoyenne (différents ateliers proposés)

- 6 juin : concert de l'Orchestre de Mulhouse (à 16h00 à l'église)
- 26 juin : fête de l'école à 16h30
- 11 juillet : bal du 14 juillet

***L'ordre du jour étant épuisé et aucune autre question n'étant posée, la séance est levée à 21h15***

**Le Maire  
Daniel ADRIAN**



A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized initial 'D' followed by the name 'ADRIAN' in a cursive script.

**Le secrétaire  
Hervé DEMARK**

A handwritten signature in brown ink, featuring a large, stylized initial 'H' followed by the name 'DEMARK' in a cursive script.